

## E

**EL GONI (M. Arabi), Député du territoire du Tchad (R. S.).**

Son élection est validée [21 mars 1956] (p. 1106). = Est nommé membre de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161).

**ENGEL (M. Emile), Député de la Moselle (M. R. P.).**

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1962). = Est nommé : membre de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162).

**Dépôts :**

Le 17 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Coquel et plusieurs de ses collègues (n° 1150) tendant à l'ouverture d'urgence de fonds communaux ou intercommunaux de chômage, en vue de faire bénéficier des allocations de chômage tous les travailleurs sans emploi ; 2° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 1255) tendant à abroger l'article 20 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951, modifié par l'article 6 du décret n° 54-355 du 29 mars 1954 fixent les conditions d'attribution des allocations de chô-

mage ; 3° de M. Titeux et plusieurs de ses collègues (n° 1349) tendant à accorder, sans limitation de durée, l'intégralité des allocations de chômage aux travailleurs involontairement privés d'emplois, n° 2571. — Le 1<sup>er</sup> août 1956, une proposition de loi tendant à améliorer et à modifier certaines dispositions relatives à la législation sur la réparation de la silicose, n° 2757. — Le 29 novembre 1956, une proposition de loi tendant à créer un service départemental d'information sur les « objets trouvés », n° 3371. — Le 30 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer les retraites minières, n° 3399. — Le 10 décembre 1956, une proposition de loi tendant à réformer les conditions d'inscription des assurés sociaux sur les listes électorales des élections pour le renouvellement des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, n° 3501. — Le 10 décembre 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 64 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 aux invalides de guerre, militaires ou civils, d'au moins 50 0/0, n° 3503 (rectifié). — Le 2 avril 1957, une proposition de loi tendant à permettre l'attribution des prestations familiales aux personnes françaises rapatriées du Maroc et de la Tunisie pour leurs enfants continuant à résider provisoirement dans ces Etats, n° 4731. — Le 25 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 5619) de M. Joseph Ferrand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures néces-